



PREFECTURE DE L'ALLIER

Ueck
HCPNT
Le 26/12/01

Direction de la réglementation
des libertés publiques
et de l'environnement
Bureau environnement

n° 5168/01

**ARRETE IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS PROVISOIRES
A LA SOCIETE ALL'CHEM SITUEE A MONTLUCON**

LE PREFET DE L'ALLIER
Chevalier de la légion d'honneur

Vu le code de l'environnement, titre 1^{er} du livre V,

Vu la loi n° 2000-31 du 12 avril 2000, notamment son article 24,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 6.2,

Vu l'arrêté préfectoral du 11 mai 1993 autorisant la société All'Chem à exploiter une unité de fabrication de polymères et intermédiaires de synthèse destinées à l'industrie agrochimique et pharmaceutique, sise en ZI de Blanzat, rue de la Glacière, sur la commune de Montluçon,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 20 DEC. 2001

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 20 DEC. 2001

Considérant que le préfet peut prescrire la réalisation et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées à une installation classée,

Considérant que le bâtiment de stockage des matières premières, produits ouvrés ou semi-ouvrés inflammables et/ou toxiques ne présente pas de garantie suffisante en terme de tenue au feu et d'exutoire des fumées en cas d'incendie contrairement aux articles 9.5 et 16.4 de l'arrêté d'autorisation du 11 mai 1993,

Considérant que la zone de stockage des liquides particulièrement inflammables de ce bâtiment n'est pas équipée d'une rétention adaptée ni de dispositif d'extinction automatique en cas d'incendie contrairement à l'article 5.7.2 de l'arrêté d'autorisation du 11 mai 1993,

Considérant que la société All'Chem n'a donc pas respecté les prescriptions des articles 5-7-2, 9-5 et 16-4 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 1993,

Considérant que dans ces conditions il apparaît nécessaire, conformément à l'article L.512-7 du code de l'environnement, de prescrire immédiatement à la société All'Chem la mise en œuvre de mesures conservatoires en vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment le risque d'incendie, jusqu'à la régularisation technique de l'établissement,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Allier :

→ **DRiRE Montluçon**

.../...

AR R E T E

ARTICLE 1^{er}

La société All'Chem, située à Montluçon, devra prendre toutes les dispositions nécessaires, afin que les conséquences d'un éventuel incendie au niveau des stockages de liquides inflammables (dans le bâtiment magasin) n'aient pas d'incidence sur l'environnement.

A cet effet, **dés notification du présent arrêté**, les mesures suivantes devront notamment être prises :

- le stockage de liquides inflammables en fûts au sein de l'établissement sera limité au strict nécessaire à l'exploitation et dans des conditions aptes à lui permettre de maîtriser les conséquences d'un éventuel incendie,
- le stockage des liquides inflammables en fûts sera suffisamment éloigné du stockage des produits toxiques et des autres installations du site pour qu'en cas d'incendie le rayonnement thermique ne puisse porter atteinte à leur intégrité ,
- le stockage des liquides inflammables en fûts sera suffisamment éloigné de la limite Est du site pour qu'en cas d'incendie, le rayonnement thermique ne propage pas l'incendie au niveau des tiers voisins.

ARTICLE 2

En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues aux articles L.514-1 et L.514-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Clermont-Ferrand. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié à la société All'Chem.

Une ampliation sera adressée à :

- monsieur le sous-préfet de Montluçon,
- monsieur le maire de Montluçon,
- monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Auvergne,
- monsieur le chef de la subdivision de la D.R.I.R.E. Auvergne à Moulins,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Moulins, le 24 DEC. 2001

**Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général**

Daniel BARNIER

**Pour ampliation,
Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau,**

David BESSON